



RESOLUTION

Les organisations membres de l'EFFAT condamnent l'attaque agressive de Coca-Cola contre l'emploi et les droits des travailleurs en Europe et expriment leur solidarité envers les collègues de Fuenlabrada

***Groupe de Coordination de l'EFFAT de Coca-Cola
Berlin, 8-9 mars 2017***

Adopté le 9 mars 2017 par le Groupe de Coordination de l'EFFAT de Coca-Cola

Contexte

En janvier 2014, Coca-Cola Iberian Partners (CCIP) a dévoilé un plan de licenciement touchant 1800 travailleurs. La société a déclaré que personne ne serait licencié de force, mais sur une base volontaire.

Des preuves ultérieures ont montré que ces promesses étaient fausses. En avril 2014, la CCIP a annoncé un Expediente de regulación de empleo - plan d'ajustement forcé, qui a touché 1190 personnes et comprenait la fermeture de quatre des onze usines basées en Espagne : Colloto aux Asturies, en Alicante, Palma de Mallorca et Fuenlabrada, Madrid. Coca-Cola Iberian Partners a finalement procédé à 821 licenciements, dont 236 départs contraints à Fuenlabrada.

Fuenlabrada - la principale usine de production et de logistique en Espagne - avait bénéficié d'investissements massifs ces dernières années. Entre 2010 et 2012, l'usine de Fuenlabrada a généré plus de 900 millions de bénéfices.

En juin 2014, la Chambre sociale de la Cour nationale de Madrid (Audiencia Nacional) a déclaré le régime de licenciement invalide, parce que le droit de grève avait été violé par « blacklegging », c'est-à-dire le remplacement des grévistes par d'autres travailleurs. La Cour a ordonné que les travailleurs soient réintégrés aux conditions antérieures. Coca-Cola a alors fait appel devant la Cour suprême.

Six mois plus tard, à la demande de CC.OO et UGT, organisations membres de l'EFFAT, la Cour nationale a accordé à la société un délai de cinq jours pour se conformer à l'arrêt. La société a alors annoncé qu'elle "respectait et acceptait" la décision de la Cour mais que la décision de la Cour nationale « n'exige pas la réintégration effective des travailleurs », qui dépend exclusivement de la volonté de la société ». En janvier 2015, un mois après l'émission de cette déclaration, la société a démantelé l'usine de Fuenlabrada à l'aide de personnel externe. Plusieurs policiers ont été interpellés afin d'empêcher les représentants syndicaux d'entrer dans l'établissement. Divers collègues qui organisaient une manifestation au « Dignity Camp » aux portes de CASBEGA ont été battus.

En avril 2015, la Cour suprême a confirmé la décision de l'Audiencia Nacional, déclarant les licenciements invalides. La Cour suprême a prononcé deux condamnations en faveur des travailleurs, en décidant d'abord que la société devait rembourser les salaires des employés

licenciés et ensuite qu'ils devaient être réemployés dans les mêmes conditions qu'avant le licenciement.

Le 22 mai 2015, Coca Cola Iberian Partners a rouvert l'usine de Fuenlabrada, mais en tant que centre de logistique (COIL) plutôt que comme usine de production.

Le rapport de COIL décrit les conditions impraticables subies par les employés. Une partie du site de Fuenlabrada est fermée et les employés déplacent des caisses de bouteilles vides à la main dans des entrepôts non chauffés. Les preuves montrent que la CCIP n'a pas respecté la décision en adoptant une solution purement fictive.

De manière inattendue, le 18 janvier 2017, la Cour suprême a confirmé que les travailleurs avaient été réengagés de façon régulière. Cette décision fera en outre objet d'un recours de la part de CC.OO.

Déclaration

Le groupe de coordination de l'EFFAT sur Coca-Cola, composé de dirigeants syndicaux nationaux, de délégués syndicaux seniors et de membres de comités d'entreprise nationaux et européens représentant la main-d'œuvre de Coca-Cola employée chez Coca-Cola European Partners, Coca-Cola Company et Coca-Cola Hellenic Bottling Company, déclare :

- Nous condamnons fermement l'attitude agressive adoptée par la gestion Coca-Cola en Espagne. Ce qui se passe à Fuenlabrada est une attaque inacceptable contre les travailleurs et les droits de l'homme. C'est une ruse cosmétique honteuse qui met en danger la santé physique et mentale des travailleurs tout en violant leur dignité. Nous demandons instamment à la gestion Coca-Cola de rouvrir les unités de production à Fuenlabrada et de rendre aux employés de Coca-Cola et à leurs familles leurs droits. Nous exhortons Coca-Cola à engager un dialogue constructif avec les syndicats nationaux en Espagne ;
- Nous exprimons notre solidarité et notre soutien à nos collègues de Fuenlabrada et dans le reste de l'Espagne ainsi qu'à tous ceux d'autres régions d'Europe où les employés de Coca-Cola ont perdu leur emploi en raison de l'augmentation des mesures de productivité. Nous soutenons fortement leur lutte et leurs combats;
- Nous exigeons que Coca-Cola cesse l'élimination d'emplois et condamnons l'incessante demande de flexibilité du travail visant à maximiser les profits à travers l'Europe ;
- Nous exigeons que Coca-Cola respecte pleinement les droits des syndicats et des travailleurs et mette fin à toute forme de discrimination personnelle contre les représentants des travailleurs élus. Nous ne tolérerons plus aucune violation des droits fondamentaux.
- Nous exigeons que Coca-Cola engage un dialogue permanent et constructif au niveau de l'UE avec l'EFFAT - un partenaire social européen officiellement reconnu - et ses affiliés nationaux, pour faire face à l'anticipation du changement et des restructurations en Europe.